


L'itinéraire
international
d'un élu national



Bruno GOLLNISCH

Député (non-inscrit) au Parlement Européen

**Combat français,
parcours européen**



**Entretiens réalisés par
Jean-Paul Henry et Catherine Salagnac
Juillet 2010**

**Imprimé par Sarl Amalgame
7, rue des Maraîchers
69120 Vaulx-en-Velin**

**La responsabilité de ce texte incombe uniquement à ses auteurs.
Le Parlement européen ne saurait être tenu pour responsable
de quelque usage que ce soit des informations qu'il contient,
ni des opinions qui s'y trouvent exprimées.
Crédit photos Parlement Européen et Bruno Gollnisch.**

Combat français, parcours européen

L'itinéraire international d'un élu national

« ...ma conviction profonde c'est que le mur invisible du mensonge et de l'oppression dans lequel sont enfermés les nationaux est de la même fragilité que fut le mur de béton et les miradors en apparence infranchissables du système communiste soviétique oppresseur. Tout cela va s'effondrer d'un seul coup à condition que l'on y travaille avec courage et persévérance.

Je ne doute pas un seul instant de la victoire, je ne doute pas non plus qu'après cette victoire, il sera encore nécessaire, comme à chaque génération, que des gens courageux se lèvent pour maintenir les valeurs auxquelles nous sommes attachés, et pour défendre l'identité et le patrimoine qui nous sont chers.

D'autres l'ont fait avant nous, et c'est notre honneur que de mener aujourd'hui cette bataille dont l'importance va bien au-delà de nos destins particuliers, mais qui leur donne tout leur sens ». ■

Bruno Gollnisch

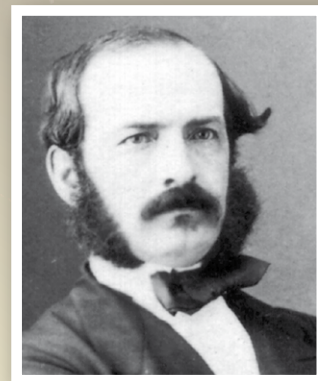
Bruno Gollnisch, pouvez-vous nous dire un mot de vos origines familiales ? Gollnisch, ce n'est pas un nom provençal ou poitevin, n'est-ce pas ?

En effet ! Je suis issu d'une famille de l'Est de la France, de ces provinces qui connaissent le prix de l'indépendance de la Patrie, pour avoir été souvent envahies et meurtries. Ma mère est née à Strasbourg et mon père à Sedan. Mon trisaïeul Edmond Gollnisch s'en était retrouvé le maire dans des circonstances assez dramatiques, puisque c'était en 1870, en pleine guerre franco-prussienne, là où le 4 septembre, après la défaite de l'armée française, l'empereur Napoléon III avait été fait prisonnier.

Mes ascendants étaient des patriotes, des gens de devoir. Mes deux grands-pères avaient fait la guerre de 14-18. L'un d'entre eux, jeune lieutenant, avait reçu l'ordre de se faire tuer sur place plutôt que de reculer lors de la dernière grande offensive allemande de 1918. Sachant qu'il était sacrifié, il était resté à la tête de sa batterie d'artillerie. Atteint d'une balle à la tête qui était entrée dans l'œil et sortie derrière l'oreille, laissé pour mort, il avait failli être enterré. Mais en dépit de l'effroyable massacre que fut cette guerre, les Européens respectaient encore les lois de la guerre et c'est ainsi qu'il fut opéré et soigné par les Allemands.

Du côté paternel, l'un de mes arrières grands-pères, Emile Flourens, fut ministre des affaires étrangères de la III^e République et avait conclu l'alliance franco-russe. Il avait fini sa vie à l'Action française. Son frère Gustave Flourens était, lui, un Révolutionnaire convaincu, ami de Marx et de Blanqui, que Victor Hugo appelait le "chevalier rouge". Il participa notamment aux soulèvements des Polonais contre la Russie et des Crétois contre la Turquie. Lors de la Commune de Paris, député de Belleville, il devint général de l'insurrection, conduisit une offensive

▼ Un épisode de la guerre franco-prussienne de 1870 : la terrible bataille de Sedan.



► Edmond Gollnisch, adjoint, puis maire de Sedan.



▲ Bruno Gollnisch, dans un groupe de scouts où se trouvait aussi, notamment...Jean-Louis Borloo



► Les parents de Bruno Gollnisch

malheureuse, fut vaincu et mourut à 33 ans, le crâne fendu par un coup de sabre d'un capitaine versaillais. Les deux frères, l'un de droite, l'autre de gauche, chacun à sa façon étaient des patriotes. J'ai été naturellement marqué par ce double héritage. Certes, j'ai grandi dans une famille plutôt imprégnée des valeurs "de droite". Mes parents n'avaient cependant pas d'engagement politique, le milieu politique leur inspirant une certaine méfiance. On les comprend !

Quelle a été votre formation ?

J'ai été élevé en région parisienne parce que mon père, jeune expert-comptable, s'était fixé à Paris. Il y avait son cabinet et il travaillait dur, comme toutes les professions libérales. J'ai reçu une éducation classique qui n'était ni particulièrement laxiste ni particulièrement sévère. Je suis allé dans une école catholique en primaire, puis au lycée public. J'ai aussi été assez marqué par le scoutisme dans lequel les adolescents trouvent à s'épanouir et qui a été pour moi un espace de liberté et de responsabilité.

D'où vous est venu l'intérêt pour la politique ?

Bien que n'étant pas engagé à cette époque, je m'intéressais beaucoup à la politique et utilisais mon argent de poche pour acheter chaque semaine des journaux comme L'Esprit public. Mon grand oncle Paul Emile Viard, qui avait été doyen de la faculté de droit et député d'Alger, m'avait sensibilisé au drame des Français d'Algérie. Comme beaucoup de ma génération, j'avais été élevé dans l'admiration de cet empire français. La guerre d'Algérie, pour moi qui étais enfant, ce fut surtout une indignation juvénile devant les conditions dans lesquelles on abandonnait l'Algérie : Les Harkis livrés aux égorgeurs. Nos compatriotes ayant fui les

massacres et tout perdu. Des patriotes civils et militaires jugés, non pas pour avoir trahi leur patrie, mais pour lui être restés trop fidèles.

Et ensuite, ce fut la faculté, mais d'un genre un peu spécial, semble-t-il : Nanterre en 1968, foyer de l'incendie gauchiste qui embrasa la France, ce n'était pas banal !

En effet ! J'ai obtenu mon baccalauréat en 1967 et je me suis inscrit en droit à l'université de Nanterre. J'y ai vécu les événements de 1968 qui ont culminé en mai. Dès le début de l'année, Cohn Bendit et sa bande d'anarchistes et de marxistes se sont emparés physiquement par violence de l'université toute neuve, en la désorganisant et en la saccageant. J'ai vu à l'œuvre les procédés révolutionnaires, les techniques d'agitation, de subversion, de propagande et d'intimidation. Avec d'autres étudiants, ne pouvant accepter ce climat infernal, je suis devenu secrétaire de la FNEF (Fédération Nationale des étudiants de France) le syndicat étudiant modéré de l'époque...

D'où est venu votre goût des relations internationales ?

De loin ! Mon rêve était de devenir diplomate. Après mes deux premières années de droit j'ai commencé à étudier à l'école des Langues orientales, dans l'idée de préparer les concours du ministère des Affaires étrangères. J'ai étudié le japonais et le malais-indonésien. Puis, à la fin de mes études de droit, je suis rentré à l'Institut d'études Politiques en section Relations internationales.

Et puis il y a eu l'appel du large ?

Durant ces années d'études, j'avais suivi une Préparation Militaire

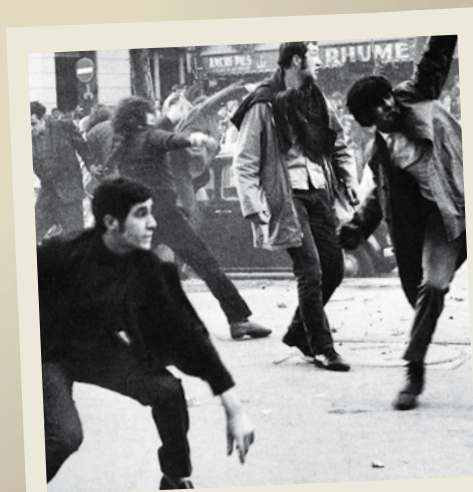


▲ Mai 1973, à Odde (Norvège), lors d'une mission du chasseur de Mines Calliope, en canot, avec le second-maitre Daniel Aragi, plongeur-démineur.

▼ Officier supérieur dans la réserve, récemment sur la passerelle de commandement d'un de nos navires.



▲ 1971, Enseigne de Vaisseau, ici à Cherbourg, officier de liaison de l'Amiral en chef de la Marine de Malaisie.



▲ 1968. Les gauchistes saccagent, brutalisent, et font la loi dans l'université française.

Supérieure, puis j'ai préparé le concours des Officiers de Réserve Interprètes et du Chiffre de la Marine. En 1971, j'ai résilié mon sursis, et je suis devenu officier de marine pour un service militaire un peu prolongé. Après une affectation à l'école des Transmissions, j'ai fait fonction d'aide de camp de l'amiral sur le principal navire du groupe d'essai des missiles, le Henri Poincaré, notamment aux Açores pendant l'entrevue au sommet franco-américaine entre les présidents Pompidou et Nixon. Ensuite, j'ai été un moment au Deuxième Bureau, puis j'ai fait la première croisière d'un chasseur de mines, La Calliope, un petit navire de 50 hommes et 4 officiers, avant d'achever mon service comme aide de camp du vice-amiral d'escadre Tellier dont l'autorité concernait tous les navires à l'essai, y compris les sous-marins nucléaires. Ce fut une expérience passionnante avec un milieu dont j'ignorais tout au départ. Je n'ai pas perdu le contact : comme réserviste, j'ai accompli de nombreuses périodes et missions. Et je suis heureux que mon fils ait embrassé cette carrière.

Et c'est après cela, que vous avez séjourné au Japon ?

Oui, ayant obtenu une bourse pour le Japon du Ministère des Affaires étrangères, je suis alors parti Attaché de recherche à la faculté de Droit de l'Université de Kyoto où j'ai préparé une thèse de doctorat sur le droit japonais "Ouverture du Japon et Droit de l'Occident".

Après ma soutenance, à 25 ans, je suis devenu lecteur à l'Institut de Droit comparé de la Faculté de droit de Paris qui regroupait l'enseignement et la recherche sur le droit des pays étrangers. J'ai alors créé un cours de droit du Japon à l'Institut des Langues orientales et de droit des pays d'extrême-Orient à l'Université de Paris. J'ai ensuite présenté le très difficile concours d'agrégation en Droit auquel j'ai été admissible,

ce qui m'a permis de devenir Maître de conférence en droit à la Faculté de Metz. Entre temps, j'étais devenu conseiller juridique puis avocat lors de l'unification de ces professions.

Mais finalement, vous êtes passé du droit au japonais ! Et vous arrivez à Lyon. Pourquoi Lyon ?

Oui, ayant appris que l'université de Lyon cherchait à se doter d'une chaire de japonais, j'ai posé ma candidature à tout hasard. Mais il était peu banal qu'un maître de conférences en droit demandât à devenir titulaire d'une chaire de professeur des facultés de lettres. Toutefois, ma candidature fut acceptée et mon décret de nomination fut signé par François Mitterrand en 1981, les professeurs d'université étant, comme les officiers généraux et les préfets, nommés par décret du Président de la République.

Vous devenez le plus jeune doyen de faculté de France

À peine arrivé à Lyon, on me demanda d'être l'assesseur du doyen de la faculté où j'enseignais. Or peu après, ce doyen résilia ses fonctions et je fus élu moi-même doyen de cette faculté, fonction que j'ai conservée jusqu'à mon élection de député en 1986.

C'est à cette époque que vous fondez une famille ?

Un peu avant. En 1981, j'ai épousé ma femme Setsuko, que je n'ai pas rencontrée au Japon, comme tout le monde croit, mais que j'avais connue à Paris par des amis japonais, alors qu'elle étudiait la civilisation française à la Sorbonne. Nous avons trois enfants qui nous donnent beaucoup de satisfactions : une fille aînée avocate, un fils officier de marine, et une fille cadette étudiante en école de commerce.

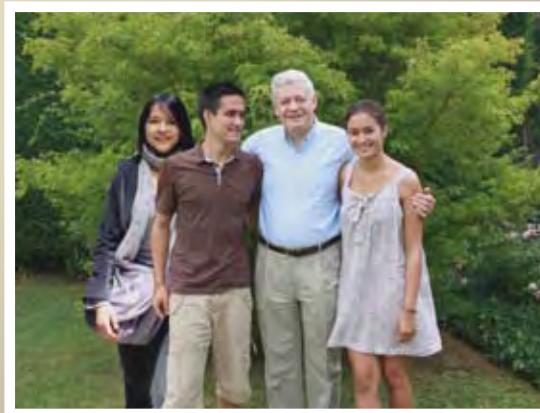


▲ Avocat, Bruno Gollnisch remet parfois la robe, pour défendre notamment des militants injustement poursuivis. Ici, en défense d'un élu du Nord-Pas-de-Calais, à la sortie du tribunal de Douai, au côté de M^e Georges-Paul Wagner.

▼ Au Japon où il est reconnu et dont il pratique la langue, Bruno Gollnisch, d'abord vice-Président du groupe parlementaire franco-japonais, puis membre de la délégation du Parlement européen chargée des relations avec ce pays, y défend les intérêts légitimes de la France et de l'Europe pour une coopération fructueuse avec ce pays de tradition et de modernité.



▲ Bruno et Setsuko Gollnisch le jour de leur mariage.



▲ Bruno Gollnisch avec ses trois enfants.



◀ L'Université Lyon III. Bruno Gollnisch y fut un plus jeune doyen de France en 1982.



▲ Une carrière exceptionnelle, mais sujette à des persécutions, contre lesquelles ici, en 2005, des collègues de Bruno Gollnisch, en toge, lui manifestent, avec ses étudiants, leur solidarité à la porte de l'Université.



▲ Une belle amitié avec Jean-Pierre Stirbois, interrompue seulement par la disparition tragique de celui-ci en 1988.

Mais à quel moment, et comment, vos sympathies politiques se muent-elles en engagement actif, et surtout : public ?

Jusqu'alors, j'étais resté en dehors de tout engagement politique public. J'avais cependant noué des liens avec Marie-France Stirbois lorsque nous étions étudiants à Nanterre et avec Roger Holeindre lorsqu'il tenait un restaurant parisien, le Bivouac du Grognard, et qu'il animait dans des conditions difficiles les comités de soutien au Sud-Vietnam alors que toute l'intelligentsia de gauche avait pris parti pour le Vietnam communiste et agresseur.

Lors de l'élection présidentielle de 1974, j'avais pris parti pour Jean-Marie Le Pen, pour lequel j'ai toujours eu de l'admiration et de la sympathie. Je l'ai rencontré peu après pour la première fois, grâce à un ami journaliste, à Saint Cloud où il venait d'emménager.

En 1983, le Front national tint une grande réunion au Palais des Congrès de Lyon dans la foulée de son succès aux élections municipales. Je fus prié d'être présent à la tribune parce que Jean-Marie Le Pen, Roger Holeindre et Jean-Pierre Stirbois ne trouvaient pas d'autre personnalité locale. J'ai accepté, tout en sachant que ma carrière universitaire en souffrirait d'une façon ou d'une autre, étant donné le contexte politique de la société et l'intolérance féroce du Système. De ce point de vue-là, je dois dire, je n'ai pas été déçu.

On ne peut pas dire que vous ayez rallié le Front National par ambition, puisqu'à l'élection suivante, l'élection européenne de 1984, vous figurez en dernière position sur la liste FN !

Dans la foulée, on m'a demandé de prendre la tête de la Fédération du Rhône qui passa rapidement de seize à plus de mille adhérents. Puis

je suis devenu membre du Bureau politique du Front national. À cette époque, il n'y avait aucune possibilité d'être élu, puisqu'il n'était pas encore question du système proportionnel, qui fut décidé peu de temps avant les élections législatives de 1986.

Oui, c'était une position hautement symbolique ! J'ai fait campagne, cependant ! Ainsi qu'aux élections cantonales de 1985, dans la cité communiste de Vaulx-en-Velin, ce qui me permit de mieux saisir la réalité des phénomènes de déracinement comme l'immigration, les "banlieues rouges". J'ai vu d'emblée la mauvaise foi d'adversaires vivant du système en place, et j'ai essayé de trouver les répliques appropriées. J'ai aussi appris à connaître les méthodes déloyales de certains provocateurs de presse, que je ne confonds pas avec l'ensemble des journalistes. Nos moyens étaient extrêmement modestes, modestie compensée par l'enthousiasme de militants motivés.

Et en 1986, à la surprise générale, lors des élections législatives, François Mitterrand, pour tenter de limiter la déroute qui s'annonçait pour le Parti socialiste, fait adopter le scrutin proportionnel...

Oui, cela me permit, alors que personne ne s'y attendait, ayant recueilli à la tête de la liste Front national du Rhône plus de 13 % des suffrages, d'être élu avec mon ami Jean-Pierre Reveau à l'Assemblée nationale en compagnie de 34 autres camarades. Au cours des deux années que dura cette législature, nous nous sommes efforcés d'être exemplaires, et il suffit d'ouvrir le Journal officiel de cette époque pour voir la combativité du Front national et la haute tenue des interventions du groupe, que je représentais comme membre du Bureau de l'Assemblée Nationale. J'étais

membre de la Commission des Affaires étrangères. Celle-ci m'envoya siéger à l'Assemblée générale de l'ONU. Je fus aussi désigné comme rapporteur du budget de l'Aviation Civile, toutes expériences enrichissantes.

Mais en 1988, vous êtes battu...

Dès son installation, le gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac, réinstalle le scrutin uninominal à deux tours, dans le but avoué d'éliminer le Front national de toute représentation législative, obsession de tous les gouvernements ! Nous avons donc été battus en 1988, en obtenant plus de voix que lorsque nous avons été élus !

L'année suivante, une revanche. Cette fois, c'est en troisième position que vous figurez sur la liste FN : vous entrez au Parlement européen, où, sans doute, votre formation de juriste international et de linguiste vous prédisposait...

Oui, à l'occasion des élections de 1989, et mon mandat a été renouvelé depuis lors sans discontinuer. En 2004, après le découpage de la France en circonscriptions arbitraires, j'ai conduit la liste dans le Grand Est, où j'ai mes origines.

Et vous siégez avec qui ?

Aux côtés des députés du Front National, bien sûr, et des députés "souverainistes" d'autres nations européennes (flamands, italiens, autrichiens, bulgares, hongrois, britanniques...), d'abord au sein du groupe des Droites Européennes (1989-1994), puis du groupe des Députés Indépendants (2000-2002), du groupe "Identité, Tradition, Souveraineté" (2007), mais le plus souvent en tant que non-inscrit.

En 2007, la création, grâce à l'arrivée de députés bulgares et roumains, du groupe parlementaire ITS, dont le nom seul est tout un programme : "Identité-Tradition-Souveraineté", crée un véritable choc politique au Parlement, et même en Europe. C'est vous qui êtes choisi par vos collègues pour le présider. Ne pouvez-vous le reconstituer ?

Le choc en effet a été à la mesure de la peur du courant dominant de voir s'organiser une réelle opposition. Depuis lors, la majorité du Parlement européen modifie sans cesse ses règles de fonctionnement pour empêcher que les députés attachés à l'indépendance et à la souveraineté de leurs nations ne puissent constituer un groupe. Mais groupe ou pas, nous défendons bec et ongles, à Bruxelles comme à Strasbourg, les intérêts des Français et des Européens d'abord, face aux pouvoirs de la bureaucratie bruxelloise, à ses lois abusives et à l'orchestration mondialiste.

Vous avez donc des alliés dans ce combat ?

Bien sûr. Une grande solidarité doit unir les patriotes et tous ceux dont les mêmes forces obscures menacent l'identité. Nous travaillons régulièrement sur le plan parlementaire et politique avec nos amis hongrois, britanniques, autrichiens, bulgares, italiens, suédois, flamands et wallons, serbes et croates, russes et ukrainiens. Avec la plupart d'entre eux, et, je l'espère, beaucoup d'autres encore, nous allons édifier l'Alliance européenne des mouvements nationaux.

Dans de nombreux classements, effectués par des instituts spécialisés, des "associations citoyennes", des médias ou organes de presse qui ne sont pas vos amis, vous arrivez aux tous

premiers rangs des députés français pour votre action et votre assiduité. Le journal Le Figaro a même pu vous qualifier de "redoutable juriste et orateur". Vous faites quoi, exactement ?

Je fais mon devoir d'élu et de patriote. J'interviens en séance, j'explique mes votes par écrit ou par oral, je prépare les sessions lors de réunions avec nos collègues étrangers. J'essaie de me montrer digne de la confiance de mes électeurs et de mon mouvement.

Justement, vous avez en même temps progressé au sein de votre mouvement : en 1986, vous êtes élu au Comité Central du Front National, et au Bureau Politique. En 1994, vous êtes nommé vice-Président du Front National et vous créez la délégation aux affaires internationales, sorte de Ministère des Affaires étrangères du mouvement. Et ensuite ?

En 1995, à la suite de la demande faite par Carl Lang d'être relevé de ses fonctions de secrétaire général du Front national, Jean-Marie Le Pen retint ma candidature, confirmée au Bureau politique par un vote à bulletins secrets.

Puis arriva la désastreuse scission de 1998, à partir de laquelle j'ai été nommé délégué général. Il fallait reconstruire l'appareil du Front national et préparer les futures campagnes électorales dans des circonstances très difficiles, puisque le mouvement avait été gravement désorganisé. J'étais en charge du programme et de la communication auprès de l'électorat national. C'est à ce poste que je me suis vu confier la direction de la campagne Présidentielle 2002 de Jean-Marie Le Pen. Nous nous sommes efforcés d'innover sur bien des points, notamment avec Internet, que le Front national a été le premier parti à utiliser systématiquement.



▲ Maquette d'affiche du Front National

► Contre l'envahissement de la France et de l'Europe : devant le Ministère de l'Intérieur français, Bruno Gollnisch proteste contre l'occupation forcée de l'église Saint-Bernard de Paris par des étrangers en situation illégale...

▼ 1^{er} mai : défilé en l'honneur de Jeanne d'Arc et des travailleurs, suivi des élus et militants de Rhône-Alpes...



▲ ... et quelques années plus tard en tête du cortège, avec la direction du Front (de gauche à droite : les députés européens Carl Lang, Marie-France Stribois, Bruno Gollnisch, Jean-Marie Le Pen, Charles De Gaulle (petit-fils du Général)).

Apparemment, le travail réalisé a été payant, puisque le 21 avril 2002, Jean Marie Le Pen arrivait, à la surprise générale en deuxième position derrière Jacques Chirac, et pouvait ainsi participer au second tour de l'élection présidentielle.

Oui, cela restera comme un très, très grand moment.

J'ai eu également la charge de la campagne du référendum sur la Constitution européenne, en 2005, qui verra une mobilisation sans précédent des Français sur un sujet européen, et l'éclatante victoire du NON.

Au congrès de Bordeaux en 2007, je suis devenu vice-président exécutif du FN, en charge des relations internationales, dont s'était occupé entre-temps le regretté Dominique Chaboche, et du programme.

Revenons nous aussi à l'international. Vous êtes député européen depuis longtemps. Mais, au cours de la dernière élection européenne, vous avez recommandé un vidéo clip de l'ancien dissident russe Boukovski, publié sur You Tube. Il va jusqu'à parler d'Union Soviétique Européenne. Il termine même par ces mots "J'ai vécu votre futur, et ça n'a pas marché". N'est-ce pas un peu excessif ?

Notre identité nationale, mais aussi notre souveraineté, qui est à une nation ce que la liberté est à une personne, sont attaquées. Physiquement, par l'effet conjugué de la dénatalité et de la politique d'immigration massive. Moralement, par la guerre psychologique qui vise notamment, par des repentances à répétition, à inculquer à notre peuple, et spécialement aux plus jeunes, un sentiment diffus de dégoût de leur nation et de culpabilité collective les privant de toute réaction. Elles le sont enfin

sur le plan institutionnel, par la dissolution de l'état français dans un ensemble supranational ouvert à tous les vents : c'est ce que devient l'Union Européenne.

Cela signifie-t-il que vous êtes contre l'Europe ? N'est-ce pas curieux, pour un député européen ?

On entend souvent cela. Il est fait grief aux Nationaux d'être "contre l'Europe". Il serait aussi stupide pour les patriotes d'un pays d'Europe d'être "contre l'Europe" qu'il le serait pour des Africains d'être "contre l'Afrique", comme pour des Asiatiques d'être "contre l'Asie", etc.

En réalité, nous ne sommes pas contre l'Europe, puisque nous vivons en Europe. Nous reconnaissons, aussi un patrimoine commun aux peuples d'Europe, même s'ils sont très divers. Et comme le voisinage impose des relations, nous préférons naturellement que celles-ci soient pacifiques et fructueuses, plutôt qu'agressives ou hostiles. Les nationaux ne sont donc ni "contre l'Europe" en tant que réalité géographique, humaine et culturelle, ni même contre toute forme de coopération européenne.

Si vous n'êtes pas contre l'Europe prise dans ce sens, pouvez-vous préciser exactement ce contre quoi combattent les patriotes français comme vous et ceux d'autres pays européens ?

Nous sommes résolument contre l'escroquerie qui consiste, sous le couvert de cette coopération, à instaurer un Super-état destructeur de nos identités particulières, de nos souverainetés, de nos libertés. Et cela sans même édifier un ensemble véritablement européen, mais un espace euro-mondialiste ouvert à tous les vents.

"Espace euro-mondialiste". Qu'entendez-vous par là ?

Cet espace est ouvert à tous les flux de personnes, même quand ces personnes sont l'avant-garde d'une colonisation de peuplement venue d'autres continents, d'autres ethnies, d'autres cultures. Il est ouvert à toutes les marchandises, même quand elles ont été fabriquées à vil prix, en Chine ou ailleurs, par les nouveaux esclaves des temps modernes : ouvriers surexploités ne disposant d'aucun droit social ou syndical. Il est ouvert à tous les capitaux, même si ce sont des instruments de domination et de contrôle de ce qu'il nous reste d'industrie par des puissances étrangères, ou des fortunes anonymes et vagabondes.

En d'autres termes, ce que vous combattez résolument, ce sont les évolutions actuelles de l'Union européenne ?

Exactement. Et ce refus d'un Super-état Eurocratique ne fait pas de nous des anti-européens. Au contraire ! Notre attitude est conforme à la vraie tradition européenne. Géographiquement, l'Europe n'est qu'une petite péninsule située à l'extrémité de l'immense continent asiatique. Mais politiquement, c'est elle qui a inventé la liberté et l'égalité des nations. Ce modèle unique est sans équivalent ailleurs : ni le modèle chinois traditionnel, avec ses cercles concentriques de subordination à l'empereur "fils du Ciel", ni le modèle islamique du Khalifat, où pouvoir religieux et politique sont confondus, ni le modèle marxiste de la domination de la "patrie des travailleurs" sur ses satellites n'en offrent d'exemples.

Ce modèle européen de nations libres, égales, souveraines et donc indépendantes, se gouvernant librement, sans ingérence extérieure, puise ses plus anciennes racines dans les Cités grecques distinguant dans leur





▲ Bruno Gollnisch en meeting lors de la campagne pour les élections européennes de 2005

◀ ... avec les élus manifestant contre les subventions publiques aux entreprises qui délocalisent...

▼ ... devant le ministère de la Justice après des crimes affreux.

(Page de gauche)

Tractage en sortie d'usine contre les délocalisations...

... prise de parole dans la rue contre les dépenses publiques excessives...

... en séance de travail avec les Conseillers régionaux Rhône-Alpes...

... ou pour défendre la famille.

ligues et amphictionies l'hégémon du despotès, pratiquant entre elles l'arbitrage ; il est le fruit de l'émergence des états dotés de la *summa potestas* chère au grand juriste et philosophe français du seizième siècle Jean Bodin ; il repose sur les principes juridiques du droit des gens européen (le droit international), et sur le principe politique du *justum potentiae equilibrium* : le “juste équilibre des puissances”. Or, ce droit international est en constant recul. L'arrogance des forces mondialistes, la substitution de la sensiblerie à la raison, la manipulation des opinions, et beaucoup d'autres facteurs encore y concourent.

Quelles en sont selon vous les conséquences ?

Les effets de cette décomposition sont terrifiants. L'abandon de notre souveraineté a eu pour effet la soumission de notre droit, même le plus élevé (la constitution, les lois), à la réglementation bruxelloise, même la plus subalterne. Cela va très au-delà de ce que prévoyait l'article 55 de notre constitution, qui ne subordonne les lois françaises qu'aux traités, et encore, sous réserve de leur application par nos partenaires !

En dehors de cela, pouvez-vous donner des exemples d'abus que vous contestez ?

Un symbole éclatant : la question du siège du Parlement européen. Depuis des années, les Eurocrates et leurs alliés veulent transférer ce qui reste des activités de ce Parlement de Strasbourg à Bruxelles, où siègent déjà la Commission et le Conseil. Ceci dans le but de faire de Bruxelles le district fédéral du nouvel Empire eurocratique. Mes collègues députés européens français, flamands, allemands de la Coordination des droites européennes

furent quant à eux unanimes dans leurs défenses de Strasbourg comme siège du Parlement Européen. Nous avons, avant tous les autres, tiré la sonnette d'alarme.

Or, sous prétexte de réunion du Bureau du Parlement "étendu à tous les députés", concept absurde et illégal, mais créé pour la circonstance, le Président socialiste Baron Crespo a réussi à imposer, en violation des traités et du règlement de cette Assemblée, des réunions plénières à Bruxelles. On y a construit parallèlement, sur fonds privés, dans l'illégalité la plus totale, un hémicycle qui fut, une fois achevé, loué à prix d'or au Parlement, dans les dernières heures du mandat de ce Président ! Au delà des clivages partisans, les responsables politiques français auraient dû s'opposer à ces violations des traités. À commencer par la mairesse alors socialiste de Strasbourg, M^{me} Trautmann, elle-même euro-député. Ils auraient dû mobiliser contre ces manœuvres tous les députés sans exception, qui, comme nous, étaient prêts à l'épauler. Par faiblesse, par aveuglement, par complicité ou par sectarisme, personne n'en a rien fait.

Cette affaire est symbolique, soit de l'incurie, soit de la collaboration volontaire, des élites politiques. Mais il est des questions beaucoup plus graves. C'est la réalisation progressive de cette *Union Soviétique européenne* dont parle Boukovski : ensemble dont les dirigeants ne peuvent être ni choisis, ni révoqués par les peuples, ni même connus d'eux. Des dirigeants qui cependant tendent à régir tous les domaines de la vie politique, économique, sociale, et jusqu'aux aspects les plus intimes de la vie de plus de quatre cents millions d'européens. Ce "Super-état", qui n'est plus, ni confédéral ni fédéral, agit désormais directement dans la vie intérieure de nos nations.



▲ Strasbourg. Siège menacé du Parlement européen, victime du lobby bruxellois et de l'impéritie du gouvernement français.



◀ Devra-t-on sacrifier nos soldats pour des intérêts qui ne sont pas ceux de nos Patries ?



◀ La fusée Ariane lancée depuis Kourou (Guyane française). Une coopération européenne réussie... en dehors de l'Union européenne.



▲ Peut-on vraiment nier les racines chrétiennes de la civilisation européenne ?



▼ Une autre coopération européenne réussie en dehors de Bruxelles : l'avion Airbus, assemblé à Toulouse

De quelle façon ?

L'Eurocratie légifère sur tout. Sur la largeur des béquilles des cyclomoteurs ; sur le point de savoir si le corbeau freu, la pie grièche, le choucas des clochers, doivent ou non être protégés, par une réglementation unique applicable de l'Algarve à la Laponie et de Brest à Nicosie ; sur le changement de prénom des transsexuels ; sur la teneur en graisse du chocolat, etc.

On entend souvent cette critique et pas seulement de vous ?

Oui, cette évolution de type totalitaire rencontre des résistances. Mais celles-ci, lors même qu'elles ont le droit pour elles, sont systématiquement occultées, contournées, méprisées. Ainsi par exemple, le 29 mai 2005, par 15 millions et demi de suffrages, le peuple de France, à une large majorité, et contre 90 % de la classe parlementaire, disait non à la Constitution européenne, non à la disparition de la France, non au Super-état Eurocratique sur lequel les peuples n'auraient aucun contrôle, non aux forces obscures du mondialisme, non à la dictature des intérêts abjects de la finance anonyme et vagabonde, non aux politiques euro-mondialistes qui ruinent nos économies, nos emplois et notre pouvoir d'achat.

Pourtant aujourd'hui, par un incroyable camouflage qui masque le camouflet que lui a infligé sa classe politique, le même peuple s'est vu cyniquement imposer le même texte.

Sur quoi vous fondez-vous pour dire que le traité de Lisbonne imposé par M. Sarkozy, c'est la même chose que le projet de Constitution européenne rejeté par les Français ?

Après le rejet de la Constitution par les peuples français et hollandais,

la chancelière allemande Angela Merkel avait déclaré à ses partenaires européens, *“Let us keep the substance, and change the wording”*, “gardons la substance et changeons les mots” pour faire “avalé” aux peuples le nouveau traité. Tous les dirigeants européens qui ont encore un reste d’honnêteté intellectuelle l’ont reconnu, par franchise, ou par cynisme : l’ancien Président du Conseil italien Giorgio d’Amato, le ministre des Affaires étrangères néerlandais Karel de Gucht, le Premier Ministre luxembourgeois Junker, et même Valéry Giscard d’Estaing, le père de la Constitution européenne de 2005 rejetée par le peuple : le traité de Lisbonne n’est ni “mini”, ni “simplifié”. C’est la Constitution européenne bis ! Imposer sous une autre forme aux Français exactement le texte même qu’ils ont rejeté, c’est un véritable coup de force contre le peuple, dans une indifférence que nous sommes les seuls à briser !

Qu’est-ce qui vous inquiète en particulier ?

Ce Super-état européen comporterait : des institutions antidémocratiques : un Président non élu qui n’aura de comptes à rendre à personne ; la Commission de Bruxelles, véritable gouvernement eurocratique mais où tous les pays ne seront plus représentés et d’où même, fait inouï, la France pourrait théoriquement être complètement absente ; un “Haut Représentant” : quasi-ministre des Affaires étrangères et de la défense, inféodé par le traité même à l’OTAN donc aux États-Unis, et qui pourrait nous entraîner dans des guerres qui ne sont pas les nôtres : hier en Irak ou contre la Serbie, demain contre l’Iran ou ailleurs...

Les décisions seront prises à la majorité dans presque tous les domaines (économie, social, immigration...), sans plus aucune garantie pour nos intérêts vitaux ni d’ailleurs pour ceux des autres nations.



Avec Jean-Marie Le Pen,
une complicité de longue date.

► A Lyon, conférence de presse avant le
référendum sur la constitution européenne.





Trois illustrations du vrai génie européen :
le Parthénon, le Pont du Gard,
le château de Chambord.



La France (comme d'ailleurs les autres nations) ne sera plus qu'une collectivité locale asservie, morcelée, écartelée en euro-régions ou en euro-länder, que préfigure déjà le découpage de son territoire depuis les élections européennes de 2004. L'Eurocratie se verrait bien en effet comme unique interlocuteur de 200 euro-régions en position de qué-mandeurs de subventions. Elles seront plus dociles que des états-nations, qui peuvent lui résister, comme le Danemark résista à Maastricht et comme l'Irlande résista au traité de Lisbonne.

Quels sont les effets sur le plan économique ?

L'euro-mondialisme destructeur est toujours là : Un libre-échange international sans protection, facteur de concurrence déloyale, de fermetures ou de délocalisations d'entreprises. Une prétendue "libéralisation" des services, qui tirera des millions de salaires vers le bas... Une Banque centrale européenne qui commande nos finances, donc notre économie, donc notre politique sociale depuis Francfort sans aucun contrôle, ni de la part des autorités des états-membres, ni même, ce qui est proprement stupéfiant, de la part des institutions politiques européennes.

Et en dehors des questions économiques ou financières ?

Dans cette Europe sans frontières et sans identité, Bruxelles décidera des autorisations d'entrée dans toute l'Union Européenne, donc en France.

Toutes les politiques de visas, immigration, asile, nous échapperont. Une fois admis dans un pays, tous les étrangers non-européens acquièrent le droit de s'installer librement dans les autres : en toute légalité,

des centaines de milliers de clandestins régularisés par un autre Etat pourront venir vivre chez nous, sans qu'on nous demande notre avis.

On refuse de définir les frontières de l'Europe, et les conditions d'adhésion presque exclusivement idéologiques et administratives sont tellement larges que demain, l'Ouzbékistan ou l'Algérie pourraient en devenir membres.

Le préambule du Traité refuse de reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe pour mieux intégrer la Turquie, dont on continue à négocier l'adhésion, quoi que prétende Sarkozy. Elle serait le pays le plus puissant de la nouvelle "Eurocratie".

Aujourd'hui, pour faire passer un texte aussi contraire au véritable génie de l'Europe, aucun gouvernement, sauf en Irlande, n'a voulu de référendum, parce que, comme l'a déclaré Nicolas Sarkozy devant la conférence des Présidents de Groupe du Parlement Européen, où j'étais, ils savaient que les peuples diraient "non". Mais en France, ce que le peuple a fait, seul le peuple peut le défaire !

C'est pourquoi les Nationaux dénie à ce texte toute légitimité ; ils ne l'acceptent et ne l'accepteront pas plus que leurs pères n'ont accepté le honteux traité de Troyes qui livrait la France à l'étranger, pas plus que les États-Généraux n'ont reconnu le traité de Madrid par lequel le roi prisonnier François 1^{er} abandonnait la Bourgogne à l'Empereur Charles Quint, pas plus que les Alsaciens et Lorrains de Moselle n'ont accepté le traité de Francfort qui en 1871 les abandonnait à l'Allemagne !

Mais vos activités de député débordent du cadre européen proprement dit... Vous êtes par exemple reconnu au Japon, dont vous pratiquez la langue, enseignez

▼ À la faculté de droit de l'Université de Kyôto, où il fut étudiant, Bruno Gollnisch est invité par son ancien condisciple, le Pr. Ida, à donner une conférence sur l'Union Européenne.



▼ Après une visite officielle dans un lycée japonais d'Okinawa, une popularité certaine chez les lycéens...



► De gauche à droite :
M. Tsutomu Hata, Premier ministre ; Bruno Gollnisch ;
M. Tarô Nakayama, Ministre des Affaires Étrangères ;
M. Hayashi, Ministre des Finances ; M. Oki, Ministre de l'Environnement.



**la culture, et où vous êtes reçu au plus haut niveau.
N'est-ce-pas cependant, d'une certaine façon, se mettre
au service d'autres intérêts que ceux de votre pays ?**

Pas du tout. J'ai d'abord été à l'Assemblée Nationale vice-président du groupe parlementaire franco-japonais de 1986 à 1988. Au Parlement européen, je suis en effet le plus ancien membre de la délégation de ce Parlement européen chargée des relations avec le Japon. Ce que je m'efforce de faire, c'est de mettre mes compétences au service de la défense des intérêts légitimes de la France et de l'Europe au Japon. Mais aussi d'une coopération mutuellement fructueuse avec ce pays de tradition et de modernité. Nous avons à apprendre d'eux. Ils ont à apprendre de nous. Ne serait-ce que pour ne pas faire les erreurs que nous avons faites.

**Revenons à l'Union européenne. Que répondez-vous
à ceux qui disent que la défense des identités nationales
conduit à la résurgence des nationalismes et des conflits ?**

C'est de la propagande ! Les partisans de l'Eurocratie nous reprochent d'agiter, contre la construction européenne, des peurs injustifiées. Ce sont eux qui manipulent en faisant croire qu'il n'y a d'autre alternative que leur système ou le retour aux conflits passés. "Si vous êtes contre la Constitution, c'est que vous voulez refaire la guerre à l'Allemagne" nous a-t-on, en substance, seriné presque dans ces termes. Pourtant, la nette victoire du NON n'a été, ni la fin du monde, ni même la résurgence des antagonismes heureusement disparus. Ce n'est d'ailleurs pas l'indépendance nationale qui a provoqué ces guerres civiles européennes que furent les conflits mondiaux ; ce sont au contraire les menaces contre l'indépendance nationale. Menaces que nos voisins n'exercent plus.



▲ ► Au cours d'un meeting à Budapest, devant les dizaines de milliers de sympathisants enthousiastes du Mouvement patriotique "Jobbik"



▲ À Vienne (Autriche), invités par la direction du FPÖ, au grand bal des corporations étudiantes proches de cette formation, avec les amis flamands.

De gauche à droite : Bruno Gollnisch, M^{me} Claey's, M^{me} Gollnisch, Franck Vanhecke, député européen, président du Vlaams Belang, M^{me} Morel, députée au Parlement belge, Philippe Claey's, député européen.



◀ En Grande-Bretagne, à Cambridge, en compagnie de son ami Nick Griffin, président du British National Party (B.N.P.), et de son épouse.



◀ En meeting, à Sofia

On fait parfois le reproche à vos positions d'être négatives...

On a tort. Contre la maladie, le médecin est "négatif", puisqu'il la combat. Les nationaux ont raison de vouloir empêcher le train fou qu'est aujourd'hui devenue l'Union Européenne d'aller dans le précipice. Et plus raison encore, si elle y va, de vouloir sauter du train en marche. Que l'augmentation indéfinie des domaines d'intervention, véritable machine à broyer les identités nationales, se trouve bloquée, n'a de soi, aucun caractère "négatif".

Par ailleurs, nous sommes des gens parfaitement raisonnables, et nos positions ne conduisent pour nos pays à la perte d'aucun bénéfice. Nous ne voulons porter aucune atteinte à ce qui relève des perfectionnements du "droit des gens européen" que j'évoquais à l'instant, et notamment : au principe de l'intangibilité des frontières, à l'arbitrage pacifique des différends, à la sécurité mutuellement garantie, et, pourquoi pas, à la concertation entre les délégués des peuples d'Europe, ministres ou parlementaires. Ce n'est pas cela que nous attaquons.

Mais sur l'Union Européenne proprement dite, telle qu'elle existe aujourd'hui ?

Nous exigerons la renégociation des traités, dans un premier temps. Que l'on ne vienne pas nous dire que c'est utopique ou impossible. La France a, dans le passé, pratiqué la politique dite "de la chaise vide", et elle avait obtenu le "Compromis de Luxembourg", qui lui donnait satisfaction. Elle peut surtout à cet égard mettre en œuvre cette clause de réciprocité contenue dans l'article 55 de sa constitution, jamais invoquée jusqu'à présent. Il ne manquerait pas de motifs pour l'invoquer, ne serait-ce que les illégales manœuvres menées contre Strasbourg, en violation des traités, que je vous ai décrites...

Quelles politiques voudriez-vous mettre en œuvre, dans cette coopération renouvelée ?

Après renégociations, la boulimie de compétences de l'Union européenne serait enfin arrêtée. Ceci obligerait donc à recentrer la coopération sur des projets précis, chiffrés, identifiables par les citoyens quant à leur rapport coûts-avantages : Airbus, Ariane, le CERN (Centre Européen de Recherche Nucléaire sur la structure de la matière). Mais aussi, par exemple, les bourses d'étudiants Erasmus, ou les projets trans-européens de liaisons fluviales, ferroviaires, aériennes, le système européen de positionnement par satellite Galileo, toutes actions légitimes de coopération qui n'ont aucune raison de s'arrêter, au contraire.

Vous avez parlé de la Turquie ?

Oui. Nous refusons l'adhésion de la Turquie, non pas pour des motifs humiliants à l'égard de cette grande nation, mais pour la seule raison qu'elle est à 90 % située en Asie. Sa culture, sa langue, sa religion ne sont en majorité pas européennes. Disant cela, nous sommes de bien meilleurs défenseurs de l'identité européenne que nos adversaires prétendus "européistes".

De même, nous sommes plus soucieux des vrais intérêts de l'Europe que nos adversaires, quand nous réclamons qu'on rétablisse les cloisons protectrices autour de cet ensemble européen, pour qu'il retrouve sa cohérence. Qu'il redevienne un ensemble raisonnablement protégé sur son pourtour à l'égard des flux financiers, des flux migratoires, des flux de produits fabriqués à vil prix. Ce qui n'est plus le cas depuis que cet espace a été intégré dans l'Organisation Mondiale du Commerce. Et nous sommes les meilleurs défenseurs des traditions européennes, quand nous défendons la famille, le respect de la vie, les corps intermédiaires, le droit naturel, les droits des personnes, la liberté de recherche et d'expression.

**Mais si la renégociation que vous évoquez échouait ?
Ou si le système de l'Union Européenne devait définitivement
se bloquer ? D'autres coopérations internationales
seraient-elles concevables ?**

Bien sûr. Une nouvelle organisation internationale pourrait naître, incluant par exemple des pays et des peuples européens qui ne font pas encore partie de l'Europe (Croatie Serbie, Ukraine, Biélorussie, Russie). Nous pourrions renouer avec une tradition nationale naturelle en termes de géopolitique, qui va du mariage d'Anne de Kiev avec le futur roi de France, il y a presque mille ans, à l'Alliance Franco-Russe scellée à la fin du XIX^e siècle. Il ne s'agirait pas ici comme par le passé d'une alliance défensive, mais de faire que l'Europe ainsi réconciliée surmonte sa grande division, qui remonte au partage de Théodose au IV^e siècle entre Empires latin et grec, et à la séparation sous Photius du catholicisme et de l'orthodoxie. Cette ligne de partage est très exactement le méridien de Sarajevo, ligne d'affrontement de 1914 à nos jours.

Refaire l'Unité de l'Occident, abroger les conséquences politiques de la division de l'Europe chrétienne, participer - à profits partagés - à la mise en valeur des richesses naturelles de ces immenses espaces ; voilà un champ d'action nouveau.

Et si cette voie de coopération vers l'Est restait fermée ?

Une autre piste supposerait une volonté politique nouvelle de la part des états latins : France, Espagne, Portugal, Italie, avec la mise en œuvre de leurs réseaux d'influence pour les trois premiers de ces pays, influence tenant aux liens historiques, culturels, économiques, politiques avec de nombreux pays dans le monde. Les états francophones, hispanophones, lusophones

sont 52 ! Ils représentent une masse d'un milliard d'êtres humains.

Une force culturelle capable de faire contrepoids à la domination culturelle jusqu'ici incontestée du monde anglo-saxon. Une force politique décisive dans le concert des Nations-Unies. Un terreau pour un vrai développement du tiers monde, fondé sur l'intérêt réciproque de tous les acteurs concernés.

Mais en dehors de ces perspectives, la France peut-elle se relever ?

En tout état de cause, au plan national, la victoire des nationaux ne sonnerait pas seulement la fin d'une illusion, mais aussi celle d'un alibi. « C'est à cause de Bruxelles » ne pourrait plus être l'excuse de l'inaction, de l'irresponsabilité de nos dirigeants politiques, de leurs promesses non tenues, des réformes en souffrance. Or, un sursaut national est possible. Car la France a de réels atouts :

- Nous avons les ressources d'un territoire le plus vaste, le plus diversifié, et le plus hospitalier de l'Europe occidentale. Et qui pourrait sans difficulté héberger 100 millions de Français, si l'aménagement du territoire était plus harmonieux, et si nos villages étaient aussi peuplés qu'au Moyen Âge, quand les rendements agricoles étaient cependant vingt fois inférieurs à ce qu'ils sont aujourd'hui.

- Nous avons les prolongements de ce territoire légués par nos marins, pionniers, découvreurs : les confettis d'un ancien empire répartis encore sur tous les océans : Atlantique, Indien, Pacifique, Mers Australes. Ce qui nous vaut le troisième domaine maritime du monde, en vertu de la Convention de l'ONU de Montego Bay sur le droit de la mer. Et ce à l'heure où l'avenir de l'humanité se joue davantage dans les mers que dans l'espace.



▲ Le territoire français : un jardin façonné par le labeur de nos aïeux.



▲ La France possède le troisième domaine maritime du monde.



▲ L'institut, siège de l'Académie française.
Une culture qui a rayonné sur le monde.



▲ Le TGV, train le plus rapide du monde, fruit de la compétence française.

- Notre influence culturelle peut revivre, pour autant que des Français comme M. Rocard ne scandalisent pas nos collègues italiens du Parlement européen en affectant de s'exprimer en anglais (sans pour autant être d'ailleurs plus compréhensible que lorsqu'il s'exprime en français).

- Nous avons le savoir faire exceptionnel de nos concepteurs, ingénieurs techniciens, capables de construire les meilleurs avions, les meilleurs trains, d'excellentes voitures, et beaucoup d'autres réalisations encore.

- Nous avons un art de vivre que le monde entier nous envie et qui ne s'altère que par la progression de l'égoïsme social et de l'insécurité.

À chacune de ces consultations populaires qui se font de plus en plus rare - et pour cause ! - on a voulu faire peur aux Français en leur disant que la claque fantastique que constituerait un rejet de l'Eurocratie contre l'établissement politique qui la soutient ouvrirait une crise de régime. Mais quand le régime a failli, la crise de régime est salutaire !

Nous ne sommes pas chargés d'organiser la survie d'une classe politique solidaire dans la corruption financière (ainsi notamment que l'a montré, entre autres, l'affaire des lycées d'Ile-de-France), solidaire dans le reniement de ses promesses, solidaire dans le mensonge institutionnel et la duperie des Français, solidaire dans l'effroyable décadence morale, solidaire dans le trucage des modes de scrutin, solidaire dans l'instauration de la police de la pensée dans le pays autrefois le plus libre du monde.

Nous ne sommes pas chargés de la survie du système, nous sommes chargés de la survie de la France. À nous de lui offrir l'occasion de sa renaissance !

► Bruno Gollnisch intervenant de son pupitre, au milieu de ses collègues eurodéputés, le 14/07/2009 lors de l'élection du Président du Parlement européen.



► Mais il n'y a pas que les Assemblées. Il faut aussi sillonner le terrain : le fameux camping-car de la campagne européenne 2009.





Suivez l'actualité de Bruno Gollnisch
sur www.gollnisch.com



Député européen depuis 1989, reconnu parmi les plus assidus et actifs par les observateurs de la vie du Parlement européen malgré ses responsabilités nationales et professionnelles, Bruno Gollnisch est pourtant mal connu : professeur d'université, avocat, officier de marine de réserve, polyglotte, spécialiste des civilisations orientales... des capacités multiples mais un seul et inébranlable engagement politique au service des Français d'abord depuis plus de 25 ans. Sous la forme d'un entretien, cet opuscule a pour objectif de faire découvrir l'homme politique, et l'homme tout court, d'éclairer le parcours européen d'un élu attaché avant tout à la défense de la France et des vraies valeurs de la civilisation européenne contre l'emprise du mondialisme et de la bureaucratie bruxelloise.

Imprimé avec le concours du poste 4000
du député européen non-inscrit Bruno Gollnisch